



BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Responsable de la rubrique Francisco Muñoz-Pérez
Avec le concours de Dominique Diguët du service de la documentation de l'Ined

Dossier coordonné par Pauline Hervois
Unité « Histoire et populations »

- P. GORROOCHURN** *Classic Topics on the History of Modern Mathematical Statistics. From Laplace to More Recent Times*
• Analysé par Daniel Courgeau 160
- THE POPULATION KNOWLEDGE NETWORK (eds.)** *Twentieth Century Population Thinking: A Critical Reader of Primary Sources*
• Analysé par Fabrice Cahen 164
- R. VAN DEN BERG (ed.)** *Richard Cantillon's Essay on the Nature of Trade in General. A variorum edition*
• Analysé par Christine Théré 166
- S.L. KAPLAN** *The Stakes of Regulation. Perspectives on Bread, Politics and Political Economy Forty Years Later*
• Analysé par Loïc Charles 170
- I. DUBERT (dir.)** *Démographie des dictatures, Annales de démographie historique*
• Analysé par Jean-Marc Rohrbasser 173
- G. LACHENAL** *Le médicament qui devait sauver l'Afrique. Un scandale pharmaceutique aux colonies*
• Analysé par Lionel Kesztenbaum 176
- S. SOVIČ, P. THANE, P.P. VIAZZO (eds.)** *The History of Families and Households. Comparative European Dimensions*
• Analysé par Claudia Contente 179
- C.-O. DORON** *L'homme altéré : races et dégénérescence (XVII^e-XIX^e siècles)*
• Analysé par Marine Dhermy-Mairal 182

GORROOCHURN Prakash, 2016, *Classic Topics on the History of Modern Mathematical Statistics. From Laplace to More Recent Times*, Holoken, New Jersey, John Wiley & Sons Inc., 754 p.

Cette histoire des statistiques mathématiques modernes retrace leur évolution depuis la révolution laplacienne, comme l'auteur l'indique si justement (même si son origine se trouve chez Bayes⁽¹⁾ en 1763), jusqu'au milieu du XX^e siècle avec l'apport majeur de Fisher. Elle recoupe l'histoire des statistiques de Stigler⁽²⁾ jusqu'à la fin du XIX^e siècle, avec cependant des différences qui seront soulignées plus loin. Elle introduit ensuite les développements du XX^e siècle, non seulement par la synthèse fisherienne mais aussi par le renouvellement des méthodes bayésiennes qui implique un retour à Laplace.

La première partie sur Laplace développe de façon chronologique et approfondie son approche des probabilités avec tout le détail mathématique et les déductions qu'il en tire. Elle commence avec ses premiers articles novateurs jusqu'à sa synthèse philosophique, montrant que l'ensemble des connaissances humaines se rattachent à la théorie des probabilités.

L'auteur soulève ici un problème, non discuté par Stigler : celui de l'induction (p. 102-113), qui permet d'aller plus loin dans la compréhension de la probabilité selon Laplace. Il existe deux significations de ce terme proposées d'abord par Bacon⁽³⁾ en 1620, puis par Hume⁽⁴⁾ en 1748, que seules l'auteur considère ici. Pour le premier, l'induction consiste à découvrir les principes d'un système par l'étude de ses propriétés au moyen de l'observation et de l'expérimentation. Pour le second, l'induction n'est qu'une simple énumération qui ne peut conduire à aucune certitude. Laplace suit Bacon lorsqu'il écrit : « La méthode la plus sûre qui puisse nous guider dans la recherche de la vérité consiste à s'élever par induction des phénomènes aux lois et des lois aux forces ». Il ne cite d'ailleurs jamais à notre connaissance Hume, même si celui-ci a été traduit en français dès 1758. Pour Laplace, la probabilité est une nouvelle façon de raisonner à partir d'une connaissance partielle des phénomènes étudiés. L'exemple qu'il donne sur le lever du soleil doit bien se comprendre sous l'hypothèse que l'on ne dispose que de l'observation de ce phénomène depuis cinq mille ans. Mais comme il l'indique clairement, la connaissance du principe régulateur de ce phénomène en permet une estimation bien plus précise. De plus l'hypothèse utilisée ici d'une distribution *a priori* uniforme n'est absolument pas, comme semble le penser l'auteur, une assomption métaphysique aveugle, mais est toujours raisonnée, et Laplace utilise dans d'autres exemples des distributions *a priori* non uniformes

(1) Bayes T.R., 1763, « An essay towards solving a problem in the doctrine of chances », *Philosophical Transactions of the Royal Society of London*, 53, p. 370-418.

(2) Stigler S.M., 1986, *The History of Statistics: The Measurement of Uncertainty before 1900*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 432 p.

(3) Bacon F., 1620, *Novum Organum*, London, J. Bill.

(4) Hume D., 1748, *Philosophical Essays Concerning Human Understanding*, London, A. Millar. [Traduction française par Merian J.-B., 1758, *Essais philosophiques sur l'entendement humain*. Amsterdam: J.H. Schneider].

(Stigler, 1986, p. 135-136). Ici, comme il s'agit de deux possibilités seulement (le soleil se lèvera ou non demain), le principe d'indifférence s'applique parfaitement. Toutes les critiques citées par l'auteur ne semblent pas avoir compris ce point et suivent la signification de l'induction proposée par Hume.

La seconde partie, de Galton à Fisher, développe la mise en place d'une approche essentiellement fréquentiste, opposée à celle de Laplace, et basée sur le principe d'induction de Hume, sans que l'auteur l'indique clairement. Ses principaux acteurs essaient de mettre en place une approche statistique des sciences biologiques et sociales. Même si l'intérêt de ces chercheurs pouvait toucher plusieurs domaines de ces sciences, on peut rattacher Quételet et Lexis aux sciences de la population, Galton et Pearson à l'étude de l'hérédité et à la biométrie, Edgeworth et Yule à l'économie, Fisher à la biologie et à la génétique, etc.

Les méthodes utilisées par Laplace s'appliquaient soit à des données astronomiques ou géodésiques, déjà théorisées, soit à des données simples dont la loi de probabilité est connue, comme le rapport de masculinité des naissances (loi binomiale). Pour les sciences biologiques et sociales, le problème est lié aux myriades de causes jouant sur les phénomènes étudiés et ayant sur eux un effet non négligeable : l'hypothèse d'homogénéité de la population n'étant pas tenable, comment tenir compte de la complexité des observations ? Tout l'effort de ces statisticiens a été de mettre en place les outils permettant de démêler ces liens : corrélation, analyse de régression, analyse multivariée, classifications croisées, etc. Cette analyse a culminé avec la théorie de l'estimation statistique de Fisher, que l'auteur décrit ici dans tous ses détails, y compris les différentes controverses qu'il a eues avec nombre de statisticiens : Bartlett, Jeffreys, Pearson, Neyman, etc. Pour Fisher, la probabilité représente la fréquence limite de l'événement étudié dans une population hypothétique infinie. Il ne s'agit plus ici de découvrir les principes d'un événement, mais simplement d'énoncer les propriétés d'une simple énumération. C'est donc finalement une théorie des probabilités fréquentistes qu'il convient de leur appliquer. Fisher est bien un objectiviste opposé à Laplace⁽⁵⁾ qu'il critique largement dans ses écrits.

Il est intéressant de constater ici que ni Fisher ni l'auteur de ce volume n'ont, dans leurs ouvrages respectifs, jamais cité ni discuté l'axiomatisation des probabilités objectives par Kolmogorov⁽⁶⁾, alors que dans la partie suivante de cet ouvrage, les axiomatisations des probabilités subjectives de Ramsey, de Finetti ou de Savage sont présentées avec détail. L'axiomatisation de Kolmogorov porte sur l'occurrence d'événements susceptibles de se répéter dans des conditions jugées identiques, mais qui ne sont généralement pas rattachés à une théorie générale. Même si cette définition est légèrement différente de celle de Fisher, donnée dans le paragraphe précédent, elle en est très proche.

(5) Voir à ce sujet : Aldrich J., 2008, « R.A. Fisher on Bayes and Bayes theorem », *Bayesian Analysis*, 3(1), p. 161-170.

(6) Kolmogorov A., 1933, « Grundbegriffe der wahrscheinlichkeitsrechnung », *Ergebnisse der Mathematik*, vol.2, Berlin, Springer.

Une troisième partie, plus courte, va explorer les extensions de la théorie de l'estimation statistique de Fisher ainsi que le renouveau des méthodes bayésiennes jusqu'au début des années 1960. En premier lieu, comme le remarque fort justement l'auteur, Fisher était opposé à une « mathématisation des statistiques » et ses démonstrations manquaient parfois de rigueur. C'est donc à la démonstration plus précise et à l'extension de ses idées que nombre de statisticiens cités ici se sont attachés. Retenons la discussion sur la théorie de la décision statistique de Wald qui généralise le problème d'estimation de Fisher et rejoint la discussion sur les tests d'hypothèse de Neyman et de Pearson. Mais si l'auteur indique que l'approche de Wald est pleinement fréquentiste, celui-ci a cependant appelé ses règles de décision des « stratégies bayésiennes ».

C'est le retour des méthodes bayésiennes dès les années 1920, alors que Fisher triomphait avec ses théories fréquentistes, qui va marquer le début d'une nouvelle période. Mais celle-ci ne s'est vraiment développée que plus de cinquante ans après, avec en particulier la mise en place de l'informatique qui permet l'inférence sur tous les paramètres *a posteriori*, par des méthodes de simulation très lourdes en calculs. L'auteur cite Keynes, Ramsey, de Finetti, Jeffreys, Savage et Robins pour la période s'étendant de 1920 à 1956. Il développe même les axiomatisations proposées par Ramsey, de Finetti et Savage laissant de côté Jeffreys qu'il a déjà longuement cité dans la partie précédente au sujet de sa controverse avec Fisher.

Si le traitement des probabilités épistémiques subjectives nous paraît bienvenu dans cet ouvrage, la mise à l'écart relative des probabilités épistémiques logiques⁽⁷⁾ nous semble réductrice. Cette dernière approche suivie par Jeffreys⁽⁸⁾ et axiomatisée par Richard Cox⁽⁹⁾ rejoint parfaitement celle de Laplace en lui donnant des bases solides. Jeffreys reprend la notion d'induction de Bacon et indique que celle-ci conduit à des postulats ou axiomes, extraits de toute l'information disponible au chercheur au moment de leur élaboration : cette information porte non plus sur des événements, comme ceux de Kolmogorov, mais sur des propositions.

À l'opposé, les probabilités subjectives vont continuer à suivre la définition de Hume sur l'induction (p. 648), en disant en particulier que chaque individu est libre d'adopter n'importe quelle évaluation de la probabilité d'un événement comprise entre zéro et un, et que « chacune de ces évaluations correspond à une opinion cohérente »⁽¹⁰⁾.

Pour conclure, cet ouvrage fournit une présentation riche et détaillée du travail des statisticiens tout au long de deux siècles. Nous irons même plus loin

(7) Voir sur la différence entre ces deux approches : Courgeau D., 2012, « Probability and social science. Methodological relationship between the two approaches », Dordrecht, Heidelberg, London, New York, Springer, Methodos Series vol. 10, 35 p.

(8) Jeffreys H., 1939, *Theory of Probability*, New York, Clarendon Press.

(9) Cox R., 1961, *The Algebra of Probable Inference*, Baltimore, The John Hopkins Press, 114 p.

(10) Voir : Finetti B., 1937, « La prévision : ses lois logiques, ses sources subjectives », Paris, *Annales de l'Institut Henri Poincaré*, 7(1), p. 1-68.

que l'auteur en parlant également des probabilistes, car nombre des auteurs cités ici ont enrichi notre vue de cette discipline plus théorique. On peut cependant regretter que l'auteur ait abordé le problème si important de l'induction pour les probabilités en utilisant la thèse de Hume, qui conduit à considérer les probabilités et les statistiques comme une simple énumération des propriétés d'une population supposée infinie. Celles-ci vont au-delà de cette énumération, en proposant une nouvelle logique bâtie sur des axiomes solides pour comprendre une population réellement observée.

Daniel COURGEAU

THE POPULATION KNOWLEDGE NETWORK (eds.), 2016, *Twentieth Century Population Thinking: A Critical Reader of Primary Sources*, London and New York, Routledge, 246 p.

Le Population Knowledge Network, collectif européen d'historien-ne-s fondé en 2011, publie ce volume de la collection *Advances in Sociology* (éditions Routledge), doté d'un titre un peu réducteur qui pourrait induire en erreur : l'ouvrage traite en réalité à la fois de l'histoire scientifique, sociale et politique de la population au XX^e siècle. Relativement dissociées en France dans les enseignements universitaires, histoire des « savoirs » et histoire des « politiques et doctrines » sont ici étroitement liées. L'ambition de ce recueil est d'exposer de manière synthétique et accessible les « circonstances dans lesquelles le savoir scientifique sur la « population » fut produit, comment la démographie évolua en discipline et comment les évolutions démographiques furent interprétées et discutées dans différents contextes politiques et culturels ». Loin de ne fournir que des sources primaires commentées, le *reader* inclut pour cela, en plus d'une introduction générale, huit essais très informés, présentant de bonnes mises au point historiographiques et suivis de sélections bibliographiques.

En optant pour des chapitres problématisés, faisant habilement dialoguer documents et essais, les auteurs ont évité la plate succession de rubriques monothématiques. L'index permet avec plus ou moins de facilité de localiser des informations plus ponctuelles sur les différents domaines brassés (démographie, eugénisme, migrations, urbanisation, politiques sociales et économiques, mouvements pour le planning familial, technologies contraceptives, politiques coloniales puis de développement, mouvements de défense de l'environnement, etc.). Les sources sont de nature très diverse (textes savants, documents statistiques, articles de presse, publicités, discours politiques ou militants, et même extraits d'entretiens issus d'enquêtes d'histoire orale) et, par leur caractère souvent éloquent, bien adaptées aux usages pédagogiques même si la qualité de reproduction des documents iconographiques est parfois médiocre.

Au-delà de sa fonction d'instrument de travail, ce livre soutient un certain nombre de thèses fortes. Il s'appuie en premier lieu sur l'idée que « la population » au sens où on l'entend aujourd'hui est pour l'essentiel une création du XX^e siècle – la naissance en 1928 de l'Internatinal Union for the Scientific Investigation of Population Problems constitue en la matière un point de repère emblématique. Placée sous les auspices de l'historien britannique Eric Hobsbawm et du philosophe Michel Foucault, l'introduction plante un double contexte : celui de « l'âge des extrêmes » et celui de l'émergence d'une « gouvernementalité » rénovée, fondée sur l'autodiscipline et l'intériorisation des normes. Chacune des contributions qui suivent illustre à sa façon la vigueur de ce vaste champ de recherches, aidant à se repérer dans une telle prolifération d'écrits.

Le recueil a pour grand mérite de ne pas mettre en scène des monstres essentialisés (l'eugénisme, la colonisation... voire la démographie elle-même) mais de présenter une histoire chorale, fourmillant d'acteurs (individus, groupes,

États, organisations nationales et transnationales...), et où se mêlent dans un jeu sans cesse reconfiguré perceptions spontanées et savoirs objectivés, aveuglements idéologiques et nécessité de faire science. L'approche constructionniste de la population, incluant les effets – souvent non maîtrisés – de l'« ingénierie démographique » sur les individus et les sociétés, ne conduit pas les auteurs à ignorer les réalités morphologiques (en particulier l'explosion démographique). Leur parti pris fortement externaliste peut en revanche noyer quelque peu la « pensée démographique » dans les méandres politiques (largement transnationaux) de sa production et de ses usages, au prix de l'effacement de l'activité savante elle-même (cf. le peu de place consacré à des auteurs comme Landry, Lotka, Henry, Hajnal...). S'il est tout à fait pertinent de concentrer l'étude sur le XX^e siècle, le nombre de références à Malthus montre bien qu'une histoire longue des savoirs est en jeu. Ce recueil ne fait donc pas le tour de la question mais apporte suffisamment de matériaux et de réflexions pour jouer un rôle précieux, notamment dans la formation des étudiants.

Fabrice CAHEN

VAN DEN BERG Richard (ed.), 2015, *Richard Cantillon's Essay on the Nature of Trade in General. A variorum edition*, London, Routledge, Routledge studies in the history of economics, XV-513 p.

L'Essai sur la nature du commerce en général de Richard Cantillon (ca1680-ca1734) est une des œuvres majeures de l'économie politique des Lumières. Elle en est aussi une des plus fascinantes, en raison des circonstances de sa publication et des aventures singulières du banquier d'origine irlandaise qui en est l'auteur. Cantillon a vécu en France de nombreuses années où il s'est enrichi à l'époque du système de Law avant de s'installer à Londres⁽¹⁾. L'Essai est son seul ouvrage. Sa diffusion européenne a emprunté plusieurs voies parallèles et fort différentes. L'édition *variorum* publiée par Richard van den Berg est une synthèse ambitieuse de recherches menées depuis la fin du XIX^e siècle. De plus, elle apporte des éléments essentiels pour reconstituer l'histoire complexe de l'Essai. Elle repose sur la comparaison de 11 versions différentes du texte qu'un travail impressionnant d'érudition met en valeur. Cette édition permet, pour la première fois, de prendre la mesure des extraits publiés en anglais au milieu du XVIII^e siècle, extraits qui sont reproduits en intégralité par R. van den Berg. Il reproduit aussi la traduction de H. Higgs (1931)⁽²⁾ qui, en dépit de ses défauts, offre une version anglaise complète du traité⁽³⁾. Dans son introduction, R. van den Berg retrace l'historique de chacune des versions du texte et souligne les questions qu'elles soulèvent et qui, pour certaines d'entre elles, n'ont pas été résolues. Enfin, il rappelle l'influence de Cantillon, avouée ou non, sur nombre d'économistes, à l'instar de François Quesnay et d'Adam Smith.

Le texte princeps de l'Essai sur la nature du commerce en général reste la version française imprimée en 1755 par le libraire parisien Pierre-André Guillyn, quelques vingt ans après la mort de Cantillon. L'éditeur se base sur ce texte pour suivre les variantes avec les autres versions⁽⁴⁾. Les éditions ultérieures (deux en 1756, une en 1769) comportent des différences purement stylistiques.

Il existe trois manuscrits connus de l'Essai, tous en français : un manuscrit complet, conservé dans la Bibliothèque municipale de Rouen, découvert et publié par Takumi Tsuda en 1979, qui en avait établi l'antériorité sur la version imprimée ; deux manuscrits partiels – seuls les chapitres de la première partie du traité y figurent – issus des papiers de Mirabeau conservés aux Archives nationales⁽⁵⁾.

(1) Pour la biographie de Cantillon voir : Murphy A. E., 1986, *Richard Cantillon: entrepreneur and economist*, Oxford, Clarendon Press, 337 p. (Réédité en 1989).

(2) Higgs H. (ed.), 1931, *Richard Cantillon, Essai sur la nature du commerce en général, with an English Translation and other material*, London, Macmillan for the Royal Economic Society, VIII-394 p.

(3) Entre temps, une nouvelle traduction de qualité est parue : Murphy A.E., 2015, *R. Cantillon, Essay on the Nature of Trade in General*, Indianapolis, Liberty Fund, XXII-153 p.

(4) Le texte imprimé de 1755 est celui de référence des éditions modernes publiées par l'Ined en 1952 et en 1997.

(5) Tsuda T. (ed.), 1979, *Richard Cantillon, Essai de la nature du commerce en général. Texte manuscrit de la Bibliothèque municipale de Rouen*, Tokyo, Kinokuniya. Pour les manuscrits de Mirabeau, voir : F. Quesnay, 2005, *Œuvres économiques complètes et autres textes*, Paris, Ined, Classique de l'économie et de la population, p. 1241, 1235 et 1313, pour un manuscrit qui est le résumé d'une sélection de chapitres de Cantillon.

R. van den Berg a mobilisé ces trois sources et recensé toutes les variantes significatives en regard de la version imprimée. Les variantes se révèlent être, pour la plupart, des corrections de forme, qui desservent parfois le texte au lieu de le clarifier. Elles permettent néanmoins d'apprécier le travail effectué lors de la préparation de la première édition imprimée. Comme le note R. van den Berg, ce travail aurait ainsi consisté pour l'essentiel à la « bonne mise en français » d'un texte chargé d'anglicismes. Ce constat, toutefois, ne remet pas en cause le rôle bien connu du cercle de Vincent de Gournay dans l'édition de *l'Essai*⁽⁶⁾.

En l'absence de manuscrit en anglais, R. van den Berg considère que les anglicismes, peu nombreux d'ailleurs, du manuscrit de Rouen n'autorisent ni à trancher sur la langue originelle de rédaction de *l'Essai* ni sur l'origine de sa traduction éventuelle. Comme il le rappelle, Mirabeau est le seul contemporain à avoir affirmé que Cantillon lui-même aurait traduit pour un ami un texte rédigé primitivement en anglais. R. van den Berg emporte moins notre adhésion lorsqu'il avance que la copie de Rouen serait un très rare – voire l'unique – exemplaire du manuscrit ayant circulé à l'époque. Qu'aucune autre copie n'ait été retrouvée est un argument limité et il n'est pas évident que celle possédée un temps par Mirabeau soit précisément celle de Rouen. En effet, Mirabeau a été un des premiers lecteurs de Cantillon et il s'en est largement inspiré pour rédiger *L'Ami des hommes, ou traité de la population* (1756-1757), dont le premier brouillon est la transcription des premiers chapitres de *l'Essai* assortie de commentaires. Le marquis tenait ce précieux manuscrit d'un ami que R. Van den Berg est parvenu à identifier grâce à une note, passée inaperçue jusque-là, figurant dans le *Traité philosophique et politique sur le luxe* (1786) de l'abbé Pluquet⁽⁷⁾ : il s'agit de François-Olivier de Saint-Georges de Vêrac (1707-1753) que Mirabeau rencontra vers 1737 et dont il fut très proche jusqu'à sa mort. Cette piste intéressante permettra d'approfondir nos connaissances quant au cheminement primitif du manuscrit de Cantillon sur le continent dans les années suivantes.

L'Essai sur la nature du commerce en général ne fut pas publié en anglais avant la parution de la traduction du texte français par H. Higgs, en 1931. Cependant, des passages entiers de l'ouvrage – sans mention de leur provenance – furent disséminés dans onze entrées de *l'Universal Dictionary of Trade and Commerce*, publié en livraisons entre 1751 et 1755, par Malachy Postlethwayt (1707-1767). L'article « Labour » est l'un de ceux où les emprunts constituent l'essentiel du contenu et rendent fidèlement compte des avancées théoriques de Cantillon. L'ensemble des fragments issus de *l'Essai* représentent 1 % du texte du dictionnaire. Vu les dates de parution, il est indiscutable que Postlethwayt a eu à sa disposition un manuscrit de Cantillon aujourd'hui perdu, probablement en anglais, selon R. van den Berg. Un des principaux apports de l'édition *variorum*

(6) Murphy A. E., 1986, chap. 15; Sabbagh G., 2016, « Cantillon in French and in English. Two editions by Richard Van den Berg and Antoin E. Murphy : News facts and Hypothesis », *Contributions to Political Economy*, 35(1), p. 91-126.

(7) Pluquet F.-A.-A., 1786, *Traité philosophique et politique sur le luxe*, vol. 2, p. 328-329, cité par R. Van der Berg, p. 9.

est d'établir que ces fragments ne représentent finalement que 36 % de l'*Essai* et ne peuvent en donner un aperçu d'ensemble comme l'avancé Higgs. Par ailleurs, il existe des variantes significatives entre la version française et les fragments anglais. Selon l'éditeur, certains passages qui n'ont pas d'équivalents en français peuvent certainement être attribués à Cantillon. Il semblerait que le manuscrit de Postlethwayt comportait des différences sensibles par rapport au français. Il reste toutefois difficile de distinguer ce qui peut être considéré comme des interventions de Cantillon lui-même de celles de son plagiaire.

Une seconde source anglaise a eu un faible retentissement au moment de sa parution et elle a été longtemps négligée par les spécialistes de Cantillon. Un des mérites du travail de R. van den Berg est d'attirer l'attention sur *The Analysis of Trade, Commerce, Coin, Bullion, Banks, and Foreign Exchanges*, ouvrage publié en 1759 à compte d'auteur par un parent de Richard, Philip Cantillon. Contrairement à Postlethwayt, ce dernier signale à ses lecteurs potentiels qu'il expose des principes puisés principalement dans le manuscrit d'un « très ingénieux gentleman » décédé depuis, sans en préciser toutefois l'identité, et qu'il les a adaptés à la situation de son temps⁽⁸⁾. Proche de sa veuve au moment de la disparition de son cousin, Philip Cantillon a sans doute eu accès aux papiers de l'auteur et il aurait attendu la mort des exécuteurs testamentaires avant de les exploiter. Dans les années 1750, il était en outre en butte à des difficultés financières, et formait peut-être l'espoir d'en tirer profit. Les emprunts à l'*Essai sur la nature du commerce en général* représentent environ 40 % de son ouvrage. R. Van den Berg met en exergue le caractère inachevé de certains développements théoriques, en particulier le faible contenu de l'analyse monétaire. Aussi privilégie-t-il l'hypothèse que Philip Cantillon ait eu un manuscrit de l'*Essai* antérieur à celui possédé par Postlethwayt et aux copies en français, même si d'autres passages semblent le démentir.

L'édition *variorum* nous livre ainsi un matériau complexe et sujet à plusieurs interprétations. Prenons l'exemple du chapitre XV de la première partie de l'*Essai*, « La multiplication et le décroissement des Peuples dans un État dépendent principalement de la volonté, des modes et des façons de vivre des Propriétaires des terres », essentiel pour appréhender la théorie de la population de Cantillon. Le chapitre est totalement absent dans Postlethwayt. Philip Cantillon en donne quant à lui une version largement réduite et le chapitre y intervient plus tardivement dans l'économie générale de *The Analysis of Trade* que dans l'*Essai*. Le manuscrit dont il disposait comportait-il effectivement un chapitre destiné à être étoffé ou a-t-il choisi d'en extraire ce qui lui a paru le plus essentiel et le plus actuel ? L'absence de référence à W. Petty, notée par R. Van den Berg, peut marquer tout autant le refus de l'éditeur de reproduire un passage polémique que signifier une version moins élaborée. La question du vocabulaire revêt par ailleurs une grande importance dans ce chapitre. L'*Essai sur la nature du commerce en général*

(8) Voir le sous-titre de l'ouvrage : « Taken chiefly from a Manuscript of a very ingenious Gentleman deceased, and adapted to the present Situation of our Trade and Commerce ».

a été rédigé entre 1728 et 1733. Le terme « population » n'est alors en usage ni en français ni anglais, avant de se répandre dans les années 1750. R. Cantillon, en français, s'en tient aux expressions équivalentes de son temps. Or, « population » apparaît à maintes reprises dans les extraits publiés par Philip Cantillon en 1759. C'est le signe d'un usage maîtrisé du mot, et le plus probable est qu'il ait modernisé le vocabulaire de son cousin, « population » figurant également dans une digression considérée comme étant avec certitude de sa propre plume.

Pour conclure, cette nouvelle édition constitue un outil précieux et indispensable pour les lecteurs avertis. Elle marque une étape importante dans les recherches sur Cantillon et va contribuer sans nul doute à les renouveler.

Christine THÉRE

KAPLAN Steven L., 2015, *The Stakes of Regulation. Perspectives on "Bread, Politics and Political Economy" Forty Years Later*, London and New York, Anthem Press, 468 p.

Steven Kaplan est l'un des historiens les plus importants de sa génération. Son œuvre, centrée sur la France moderne et contemporaine, se caractérise par une grande unité thématique puisque ses nombreuses publications traitent de manière quasi exclusive de deux objets : le commerce des céréales et ses dérivés (le pain), et le monde du travail et des corporations. Dans cet ouvrage, compagnon d'une nouvelle édition de son classique *Bread, Politics and Political Economy* publié en 1976, l'historien évoque, d'une part, la genèse et les ambitions initiales de l'œuvre et propose, d'autre part, une sorte de bilan historiographique. À la lecture de ces lignes, il est aisé de percevoir l'originalité de *The Stakes of Regulation* qui ne se classe dans aucune catégorie. Quoiqu'il décrive de manière assez précise certains épisodes du développement de la réflexion et des sources intellectuelles de son auteur, il n'est pas une ego-histoire. On ne peut pas dire non plus qu'il réactualise simplement *Bread, Politics and Political Economy*. Il se présente plutôt comme une sorte de bilan très personnel d'un certain nombre de thèmes (7 au total) qui selon son auteur étaient au cœur de son projet : « Ce volume est conçu comme un commentaire sur et un dialogue avec *Bread, Politics* et avec les chercheurs qui ont écrit sur et autour des thèmes de ce livre » (p. XXXVIII).

L'exercice était périlleux car il aurait été facile de verser dans une autosatisfaction d'autant plus justifiable que l'ouvrage de 1976 a eu une influence immense qui a largement dépassé le cadre chronologique et disciplinaire de l'histoire de la France d'Ancien Régime, puisque, à des titres divers, Michel Foucault (voir les leçons au Collège de France de 1977-1978), le politiste américain Bernard Harcourt (*The Illusion of Free Markets*, 2011) ou, plus modestement, l'auteur de ces lignes ont largement puisé dans son œuvre pour développer leurs réflexions⁽¹⁾. Il n'en est rien et l'introduction dans laquelle Kaplan esquisse son autobiographie intellectuelle pour replacer *Bread, Politics* dans le contexte de son projet intellectuel et scientifique rassurera immédiatement le lecteur. En une trentaine de pages, l'auteur explique de manière lucide et pertinente le parcours qui, via l'école des *Annales* et l'œuvre de Braudel en particulier, l'a mené à concevoir un projet centré sur une histoire totale du marché du pain et des céréales panifiables. Le premier volet de cet ambitieux programme est *Bread, Politics* qui analyse la dérégulation de ce marché au début des années 1760 et ses conséquences économiques, sociales et politiques drastiques.

Dans le premier des sept chapitres que compte ce livre, S. L. Kaplan analyse plusieurs ouvrages qui ont abordé la question de la régulation du marché des grains au siècle des Lumières et au début du siècle suivant. Dans le second, il en fait de même avec les études récentes sur l'évolution économique de l'agriculture

(1) Pour mesurer l'impact que cet ouvrage allait avoir sur les historiens de la société et de l'économie française d'Ancien Régime dans les décennies suivantes, il suffit de relire l'analyse fouillée de Daniel Roche dans *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 1980, 35(6), p. 1290-1296.

française au siècle des Lumières. Le troisième chapitre, plus long et plus complexe, « discute de certains des débats générés par les tentatives de rendre compte du comportement du [...] peuple » notamment en cas de pénurie, qu'elle soit véritable ou supposée. Dans le quatrième chapitre, l'auteur discute des travaux sur les parlements à l'âge des Lumières économiques tandis que le chapitre suivant est consacré au camp opposé aux parlements, celui du gouvernement du Roi. Le sixième chapitre explore les développements récents de l'historiographie de l'économie politique française des Lumières. Le dernier chapitre, enfin, est consacré aux analyses récentes sur les famines.

Il serait vain de vouloir résumer de manière détaillée le contenu de ces chapitres qui sont structurés à partir d'une série de notes de lecture plus ou moins étendues (de 3 à 15 pages), parfois entrecoupées de réflexions originales. On notera ainsi une discussion tout à fait passionnante d'une dizaine de pages sur Necker et sa conception du peuple (p. 136-146) ou encore l'analyse (p. 250-263), d'un conflit qui mit aux prises l'administration locale de Dijon avec le bureau du contrôle général à propos de la politique à suivre face à un épisode de hausse importante des prix du grain. Ces divers apartés sont autant d'*addenda* apportés à l'ouvrage original.

Au-delà de ces notes spécifiques, il me semble que trois thèmes récurrents « hantent » cet ouvrage. Le premier est celui de « l'opinion publique ». Imposé par des historiens de la France d'Ancien Régime comme Keith Michael Baker ou Mona Ozouf dont les options méthodologiques se situent à l'opposé de celle de S. L. Kaplan, il est donc peu surprenant que ce dernier s'emploie dès que l'occasion se présente à pointer ce qu'il considère être les impasses d'un concept trop flou pour être pertinent sur le plan historique. Sa critique est d'ailleurs justifiée puisque l'opinion publique est un concept notoirement éluusif sur le plan social : quelles sont les catégories sociales qui la composent est, par exemple, une question à laquelle il est très difficile de répondre.

Le « peuple » est la seconde notion sur laquelle S. L. Kaplan revient à de nombreuses reprises en reconnaissant avec une grande honnêteté intellectuelle n'être pas capable de décider véritablement lequel de ces multiples emplois/réalités sociales doit être considéré comme le plus pertinent. Contrairement à la notion précédente, il me semble que cet échec relatif n'est pas considéré comme rédhibitoire par l'historien, mais qu'au contraire l'ambiguïté même du concept est une invitation à rechercher, à théoriser, en un mot un dispositif heuristique essentiel.

La troisième notion récurrente est celle du libéralisme. Elle fournit à S. L. Kaplan un thème central pour lier sa recherche sur le XVIII^e siècle à ses travaux plus récents sur la France de l'après Seconde Guerre mondiale. Ce qui intéresse S. L. Kaplan est moins le libéralisme comme technologie de pouvoir, thème développé par Foucault et par d'autres chercheurs après lui – notamment Harcourt ou Skornicki –, mais plutôt la dérégulation économique qu'elle provoque et ses conséquences déstructurantes sur l'espace social. On ne peut que constater le

profond scepticisme qui se dégage de l'œuvre de l'historien et de ce volume en particulier, quant à la possibilité que le libéralisme puisse réellement s'appliquer dans une société historique sans créer les conditions de son propre échec.

The Stakes of Regulation est donc un ouvrage indispensable pour quiconque s'intéresse à l'économie française d'Ancien Régime, au rôle des subsistances dans l'économie sur la longue période, à l'interaction entre le social et l'économique.

LOÏC CHARLES

DUBERT Isidro (dir.), 2014, « Démographie des dictatures », *Annales de démographie historique*, n° 2, 256 p.

Les *Annales de démographie historique* ont habitué leurs lecteurs à de véritables ouvrages plutôt qu'à de traditionnels numéros de revue. La deuxième parution de 2014 ne déroge pas à cette règle. On a sous les yeux un livre traitant, sous des angles divers et toujours intéressants, du rôle joué par les sciences de la population dans les grandes entreprises totalitaires, en tenant compte des avancées les plus récentes sur ce sujet. Ce sont d'ailleurs ces avancées qui offrent le fil rouge courant entre les investigations proposées : non seulement un regard d'historien professionnel porté sur les démographies des dictatures mais aussi une analyse de l'impact démographique des actions institutionnelles.

Pour les auteurs de ce dossier, le premier écueil à contourner, sans le négliger ni l'ignorer, est la perspective foucauldienne centrée sur le concept de biopolitique, mode historiographique qu'il convient, pour traiter ce sujet, de replacer comme toute mode dans le contexte de sa production et de son épanouissement, à savoir les années 1980. La vulgate qui veut que la population « en corps » soit sous le contrôle hégémonique de l'État ne recouvre pas ce que l'on sait du comportement des individus qui, soumis à un régime dictatorial, ont su parfois échapper aux préceptes, mots d'ordre et représentations collectives générés par le pouvoir. L'analyse, dans le domaine de la démographie, de ces poches d'autonomie constitue le socle des études proposées dans le présent volume : ainsi analysées, les politiques démographiques et familiales des dictatures ne se résument plus aux reconstructions issues de la croyance exclusive en un « État-panoptique ».

Il s'agit alors d'aborder ce qu'a été la réponse des individus aux politiques démographiques menées par les dictatures en Roumanie pendant la période du régime communiste (1948-1989), en Uruguay pendant la période du coup d'État militaire et des gouvernements autoritaires qui lui ont succédé (1973-1985), en Espagne sous l'angle de l'installation des bases états-uniennes durant la guerre froide et en Biscaye durant le régime franquiste, en Italie pendant la période fasciste, enfin au Portugal sous le régime de Salazar. Donc des contextes variés, des situations différentes mais ayant en commun l'exercice de politiques autoritaires.

La contribution roumaine s'inscrit dans la longue durée, et bat en brèche l'idée selon laquelle la politique communiste aurait mené à une altération radicale de la famille traditionnelle : les auteurs montrent que la dictature n'a pas constitué un bloc uniforme pendant la période considérée, et n'est donc pas toujours restée identique à elle-même. L'adoption d'un nouveau Code de la famille en 1954 est l'exemple d'une législation spécifique s'accompagnant d'un processus de modernisation sociale, lié à l'essor de l'urbanisation et de l'industrialisation ainsi qu'aux progrès de l'éducation. Ce sont plutôt les obsessions natalistes de Nicolae Ceaucescu qui marquent l'impact de la politique démographique de la dictature communiste : durcissement des conditions du divorce, interdiction d'avorter pour les femmes de moins de 45 ans n'ayant pas eu au moins quatre enfants, diverses mesures directement natalistes.

Le cas de l'Uruguay n'est semblable à celui de la Roumanie que par la lutte active que les deux régimes ont menée contre la mortalité. La crise économique frappant, dans les années 1960, un pays qui représentait aux yeux de ses voisins un exemple de vie démocratique, a remis en question un modèle de croissance démographique fondé sur les apports de l'immigration extérieure. Le terrorisme d'État, suite à la prise de pouvoir par les militaires en 1983, a implanté les emprisonnements massifs, la pratique de la torture, l'exil des opposants. Ainsi, dans une courte période, l'Uruguay a connu un double bouleversement : la fin du cycle migratoire européen et la conversion du pays en une zone d'émigration. Particulièrement intéressant est le fait que, dans ce pays, le pouvoir n'avait pas à son agenda une politique de population caractérisée : ce sont les mesures politiques et économiques qui ont pesé sur l'évolution des variables démographiques.

Le cas est encore différent en Espagne. Dès 1939, la junte militaire lance un programme de mesures visant à protéger la famille chrétienne et patriarcale entendue comme seule conforme à la nature des choses. La dictature franquiste interdit de ce fait le mariage civil, le divorce, la contraception et l'avortement. La régénération de la « race espagnole » passe alors par des dispositions visant à renforcer la natalité. L'espoir d'obtenir des avantages par alliance avec « l'ami américain » est cependant vite déçu. Différentes situations décrites dans la contribution sur l'installation de la base américaine de Rota, près de Cadix, montrent la contradiction entre réalité et mesures issues du pouvoir.

La seconde contribution relative à l'Espagne confronte, dans le nord du pays (*ria* de Bilbao), les comportements démographiques des individus et la politique de population prônée par la dictature, cette dernière n'ayant pas eu les effets escomptés : diminution des familles nombreuses entre 1940 et 1960, existence de travail informel chez les femmes mariées.

Proche des deux études espagnoles est l'analyse portant sur quatre localités de régions différentes dans l'Italie fasciste. La politique de population mussolinienne, initiée en 1927, fixe un objectif de 60 millions d'habitants en 1950, qui doit être atteint en combattant le déclin de la fécondité, marque de plusieurs États européens à la même époque. Il s'agit de lutter contre la mortalité infantile, d'améliorer les conditions d'accès à la maternité, d'encourager la natalité, de restreindre l'émigration et de contrôler les migrations internes. Toutefois, même si l'Église catholique approuve ces mesures et en particulier celles qui touchent à la maternité et aux familles nombreuses, les résultats démographiques tardent à venir, et un nouveau train de mesures est mis en place dès 1937. Mais quel est leur impact sur les communautés étudiées ? Les auteurs, constatant par exemple que, loin d'augmenter, la fécondité diminue en fonction de la couche sociale à laquelle les femmes appartiennent, en concluent que la politique nataliste du fascisme n'a eu que peu d'impact au niveau individuel et que ses répercussions sur le plan statistique n'ont pas été significatives.

La dernière contribution de ce dossier porte sur le Portugal salazariste. De la même façon qu'en Espagne et en Italie, le régime s'efforce en premier lieu de protéger la famille et de stimuler la croissance de la population. Mais la vision particulière que le pouvoir a du « problème démographique » induit un hiatus entre le maintien de l'oligarchie traditionnelle, de l'Église et de l'Armée d'une part, et d'autre part le comportement des citoyens qui remet en cause les bases politico-idéologiques du mythe portugais de la ruralité et contredit la politique familiale du régime : en font foi la chute précoce de la fécondité dans le sud du pays et l'importance des migrations de la campagne vers la ville dans les années 1950.

Le lecteur de ce dossier n'aura aucun mal à voir sa cohérence et son intérêt. En dépit des approches méthodologiques différentes mises en œuvre pour comprendre ce qui lie ou oppose les comportements locaux et individuels aux politiques de population, en dépit des zones très différentes qui sont étudiées, de la diversité de leurs histoires et de leurs situations politico-économiques contrastées, une conclusion générale s'impose : ces politiques de population –quasiment toutes axées sur la défense de la famille traditionnelle, le natalisme et le populationnisme– n'ont qu'un impact réduit sur le comportement des individus qui font ainsi montre d'une certaine résistance face à de mesures autoritairement édictées et appliquées parfois avec une certaine brutalité.

Reste une question très générale que la lecture de ces contributions pourrait soulever : une conclusion similaire pourrait-elle être tirée à propos de politiques démographiques élaborées sous d'autres régimes, se réclamant, par exemple, de principes démocratiques ? Verrait-on dans ces régimes une même résistance, un même écart de l'individu face à la norme ou à la loi ? C'est poser la question générale –mais essentielle en démographie– des politiques de population, de leur nature, de leur sémantique et de leur pragmatique. Ce numéro ne la pose pas mais n'en demeure pas moins passionnant.

Outre le dossier « Démographie des dictatures », le numéro inclut un article sur les contradictions et les exclusions dans la politique de regroupement familial en France dans les années d'après-guerre jusqu'en 1984. Il comporte aussi les habituelles recensions d'ouvrages ainsi que des bibliographies très fournies qui sont toujours des sources précieuses d'informations.

Jean-Marc ROHRBASSER

LACHENAL Guillaume, 2014, *Le médicament qui devait sauver l'Afrique. Un scandale pharmaceutique aux colonies*, Paris, La Découverte, Les empêchés de penser en rond, 282 p.

Plus d'un demi-siècle après les indépendances, la colonisation –ses mécanismes, son fonctionnement et ses conséquences– est un champ de recherche maintenant bien établi. Les historiens en particulier s'attachent à déconstruire patiemment les mythes coloniaux longtemps validés non seulement par l'appareil politique et administratif mais également par le monde scientifique. C'est à celui-ci que s'attaque ce livre, véritable monographie détaillée et documentée d'un médicament, la lomidine, expression et réceptacle des rêves des impérialistes européens de débarrasser l'Afrique de la maladie du sommeil. La réalité, contée et disséquée avec minutie par Guillaume Lachenal, est moins reluisante puisque les médecins coloniaux français (et belges) ont utilisé, au-delà de l'obstination, une méthode non seulement inefficace mais dangereuse.

L'ouvrage raconte cette histoire à la fois oubliée et occultée, dissimulée dans la sécheresse des rapports administratifs et derrière les légendes dorées de la colonisation. Il ne s'agit pas ici pour autant de nier totalement les succès et apports de la médecine coloniale ou, à l'inverse, de basculer dans une caricature de biopolitique foucauldienne –où la science ne serait qu'un instrument au service du colonisateur–, mais de montrer une voie moyenne en rappelant que l'histoire n'est ni linéaire ni univoque et que les politiques de santé ne peuvent être comprises (ou évaluées) qu'en documentant précisément le contexte dans lequel elles sont mises en œuvre. C'est ce qui fait la force et la qualité de cet ouvrage comme son grand intérêt : faire voir avec précision et netteté « les ratés de la machine impériale » mais surtout montrer comment ils s'inséraient dans le système colonial lui-même. L'échec du médicament ne se fait pas en dépit du système colonial mais à cause de lui ; ce n'est pas une erreur de parcours mais une conséquence même de la médecine coloniale.

Avec la pentamidine, molécule issue de composés chimiques découverts en Hongrie dans l'entre-deux-guerres, étudiée à la Liverpool School of Tropical Medicine, synthétisée pour la première fois dans l'Est de Londres en 1937 puis fabriquée en masse à Vitry-sur-Seine à partir de 1947, on suit le cheminement mondial de la médecine coloniale entre grandes firmes pharmaceutiques naissantes, États volontaristes préoccupés de leur image sur la scène internationale et grandes figures de la médecine soucieuses de leur place dans l'histoire. La médecine coloniale est, comme le montre sans détour ce livre, la rencontre d'ambitions personnelles et des moyens de les réaliser, loin des garde-fous et des précautions prises en métropole.

Appelée en France lomidine –le médicament « qui devait sauver l'Afrique »–, cette molécule soigne la trypanosomiase ou maladie du sommeil, symbole par excellence (avec notamment sa fameuse mouche tsé-tsé) des souffrances de l'Afrique. La lutte contre la maladie participe de la propagande coloniale et de la « course au microbe » entre les différents États européens, et explique en grande

partie l'acharnement à faire fonctionner une technique qui ne marche pas, ou pas exactement, qui ne marche pas comme on le voudrait ou pourrait le supposer. Cette technique, la chimioprophylaxie, propose –sans base théorique ni réelle compréhension des mécanismes– de transformer un médicament en traitement préventif, un composé chimique en vaccin, un remède en politique de santé publique. On soignait des malades, on va immuniser des populations pour éradiquer la maladie du sommeil. Une série d'essais menés en pleine guerre par les puissances coloniales (belge et anglaise d'abord, française ensuite) confère toutes les vertus à ces campagnes d'immunisation bientôt baptisées lomidinisation.

La mise en pratique à grande échelle –c'est-à-dire des campagnes d'injection intramusculaire (une piqûre dans la fesse) à l'ensemble de la population d'un territoire donné– se révèle beaucoup moins réussie. Mais ce sont surtout les effets secondaires douloureux voire incapacitants et les accidents, parfois graves, qui sèment le doute. Celui de Yokadouma (Cameroun) qui fait 28 morts et des centaines de blessés le 13 novembre 1954 est décrit en détail dans le texte à travers ce que les rapports administratifs permettent d'en saisir. Il illustre les réactions des différents acteurs mais également la façon dont il déstabilise (temporairement) l'ordre colonial. Il met aussi en scène le rétablissement de celui-ci à travers l'enquête administrative qui rationalise l'incident, distribue les blâmes (surtout aux indigènes) et les félicitations (surtout aux administrateurs locaux, eux-mêmes auteurs de l'enquête). Cet exemple montre comment l'efficacité de la méthode n'est jamais questionnée : si cela ne marche pas, c'est la faute des indigènes, peu coopératifs et primitifs. La résistance des populations locales apparaît alors à la fois comme un symptôme des crises plus profondes qui traversent le monde colonial et comme l'excuse toute trouvée pour les échecs des administrateurs coloniaux. Elle est une preuve de la contradiction inhérente au projet colonial et donc de son impossibilité.

La réalité, bien différente, est aujourd'hui connue : la lomidine n'a aucun pouvoir préventif, elle guérit de la maladie du sommeil mais n'en immunise personne. Les résultats miraculeux des expériences des années 1940 tiennent à la complexité de la maladie et aux difficultés de sa détection : une partie considérable des porteurs de la maladie n'étaient pas identifiés comme tels par les techniques de l'époque. Malades ignorés, ils étaient en fait soignés par la lomidinisation, ce qui contribuait simultanément à faire croire à ses effets préventifs et à réduire le réservoir de virus. À court terme, la maladie était moins diffusée, mais personne n'était immunisé (à la différence d'un vaccin). À long terme, l'effet était nul (voire négatif puisqu'il tendait à augmenter la résistance du virus). Au final, une protection dérisoire pour un coût humain élevé en souffrances immédiates et effets secondaires, mais aussi en décès.

Une difficulté considérable pour l'histoire des sciences, et notamment celle de la médecine, est de parvenir à éviter une approche téléologique qui conduirait à analyser, voire juger, les technologies d'hier –et ceux qui les mettaient en œuvre– à l'aune du savoir d'aujourd'hui. On critique les médecins ignorants mais

ne faisaient-ils pas au mieux avec les moyens de l'époque ? Dans le cas de la lomidine, une analyse superficielle (ou complaisante) pourrait le conclure, mais Guillaume Lachenal utilise avec justesse la comparaison pour montrer comment, précisément, le savoir n'est pas seulement partiel mais aussi partial. On impose la lomidinisation aux indigènes, mais on est réticent à la forcer sur les voyageurs européens : « Mêmes confidentielles, les consignes officielles sont claires : pour un Européen, la lomidine est dangereuse et douloureuse ; pour un Africain elle est obligatoire, y compris pour les nourrissons, les femmes enceintes et les vieillards (sauf quand l'état général est très mauvais) » (p. 118). La réticence des Anglais comme les réserves sur les Européens montrent bien que les dangers du médicament sont connus et évalués dès cette époque... mais passés sous silence dans le cas des indigènes.

Au final, ce qui importe ici ce n'est pas tant ce que les médecins et l'administration ont fait dans les colonies que la façon dont ils l'ont fait : ce ne sont pas (seulement) les limites et les échecs de la science moderne qui sont en jeu ici, mais le fait que toute science s'inscrit dans un contexte social et dans des rapports de pouvoir. À ce titre, le monde colonial est un exemple à la fois extrême et terriblement révélateur.

Ainsi, la surprise des médecins devant la trop belle efficacité de la méthode – qui soigne aussi bien le groupe témoin que ceux qui ont effectivement reçus l'injection – rappelle les résultats curieux des expériences contrôlées sur le traitement vermifuge (*deworming*) qui ont conduit à une véritable explosion des expériences contrôlées en économie⁽¹⁾. Les temps ont changé, mais subsiste la quête impossible du remède miracle à tous les problèmes (de l'Afrique, du développement, du monde). Ce livre vient rappeler la complexité des politiques et de l'histoire coloniale, trop vite et trop facilement oubliée mais, au-delà, la complexité du monde tout court. En cela, il est une lecture indispensable non seulement pour ceux qui s'intéressent à la colonisation mais également pour tous ceux qui travaillent sur les politiques de santé, d'hier comme d'aujourd'hui.

Lionel KESZTENBAUM

(1) À ce sujet voir par exemple : <http://www.columbia.edu/~mh2245/w/worms.html>

SOVIČ Silvia, THANE Pat, VIAZZO Pier Paolo (eds.), 2016, *The History of Families and Households. Comparative European Dimensions*, Leiden and Boston, Brill, 278 p.

Les modèles développés par Hajnal et Laslett⁽¹⁾, qui cherchaient à rendre compte des diverses formes historiques des structures familiales européennes, ont fait couler beaucoup d'encre depuis leur origine, dans les années 1960-1970. Le présent ouvrage s'inscrit dans cette ligne de recherche, regroupant les contributions présentées lors d'une réunion tenue en juin 2010 à l'Institute of Historical Research de l'Université de Londres et dont le titre du livre a conservé l'intitulé. La première partie du recueil dresse un état des lieux des similitudes et des différences observées dans les structures familiales dans diverses régions géographiques européennes. Dans sa contribution, Beatrice Moring s'interroge sur la notion de famille et cherche à saisir sa dynamique à partir d'autres indices que ceux utilisés habituellement (comme la coresidence, telle qu'elle est appréhendée dans les recensements). Elle reconstitue ainsi, par exemple, la capacité économique de la famille à s'entraider dans différentes circonstances, notamment au cours de la vieillesse. Dans son article, Violetta Hionidou analyse l'organisation familiale dans l'île de Cythère (Grèce) à partir de recensements effectués au XVIII^e siècle par l'administration vénitienne, et à partir du XIX^e siècle sous le protectorat britannique. Elle observe l'effet du départ des migrants sur les ménages, suivant un raisonnement inverse de celui habituellement observé. Ici la composition des ménages s'est métamorphosée dans le but de s'agrandir en jouant par exemple sur l'âge au mariage, tout en conservant les principes de transmission égalitaire qui caractérisaient précédemment la famille.

Les deux autres chapitres de cette première partie concernent la Serbie. Mirjana Bobić, en utilisant la taxe de capitation (*taxpoll*), identifie et reconstruit les ménages de la région de Branković, en 1455, alors sous l'emprise de l'empire ottoman, tout en proposant une analyse critique des catégories de Laslett et des difficultés de leur application au cas étudié. À partir des données du recensement de 1866, Siegfried Gruber s'intéresse aux différences régionales dans les structures des ménages de la Serbie rurale du XIX^e siècle. Il parvient à déceler des variations significatives entre les différentes régions et les facteurs pouvant les expliquer. Il dresse une carte précise des différences dans la complexité des ménages d'une localité à l'autre, pour parvenir à de stimulantes conclusions.

La deuxième partie porte sur le rôle de l'Église et de l'État dans les dynamiques familiales. Le travail de Daniela Lombardi retrace l'évolution des pratiques matrimoniales en Europe et le rôle décisif joué par les cultes catholique et protestant entre la fin du Moyen Âge et le début de la période moderne. L'auteure met l'accent sur l'importance de la réputation telle qu'elle était construite à partir du jugement porté par les voisins, réputation qui pouvait devenir un élément important en cas de procès en justice. Ceci concernait souvent les femmes, et

(1) Hajnal J., 1965, « European marriage patterns in perspective », in Glass D.V., Eversley D.E.C. (eds.), *Population in History*, London, Edward Arnold, p. 101-143 ; Laslett P., Wall R. (eds.), 1972, *Household and Family in Past Time*, Cambridge, The University Press, 623 p.

notamment leur honneur et leur respectabilité (tout comme celui de la famille), à l'heure de se marier.

La contribution de Guido Alfani souligne les divergences qui ont fait évoluer les structures et les comportements sociaux, jusqu'au schisme entre catholiques et orthodoxes (XI^e siècle), puis jusqu'à la Réforme protestante (XVI^e siècle) et la Contre-Réforme (XVII^e siècle). Cette perspective dans le long terme permet de voir évoluer le rôle de la parenté spirituelle au sein de chaque communauté religieuse. Puisque le parrainage était un lien librement choisi entre des individus et des familles, il était susceptible de jouer un rôle social et économique important dans les stratégies familiales. De ce fait, les autorités religieuses ont déployé des efforts considérables pour encadrer les pratiques, en limitant par exemple le nombre de parrains et marraines, en instaurant des empêchements dans le cas des catholiques, ou encore en essayant de supprimer les parrainages chez les protestants.

Dans le chapitre suivant, Judit Ambrus applique les catégories de Laslett aux données contenues dans les livres de famille que tenait l'Église calviniste en Transylvanie, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle suit l'évolution des ménages dans le temps tout en s'interrogeant sur la pertinence de cette démarche, alors que très probablement l'unité de résidence ne coïncide pas toujours avec l'unité de production ou de consommation, notamment si l'on considère d'autres aspects tels que les surfaces disponibles pour l'exploitation agricole ou les rapports entre les membres de la famille. Grâce à cette source, l'auteure suit également l'évolution de certaines pratiques, comme celle de la cohabitation avant le mariage, dans laquelle elle décèle un indicateur de faible capacité de contrôle social au sein de la communauté.

Dans le premier chapitre de la troisième partie de l'ouvrage, consacrée aux stratégies familiales, Piotr Guzowski explore, à partir des archives des tribunaux de village (*courtrolls*) conservées en Pologne (1419-1609), les circonstances qui conduisaient le chef d'exploitation âgé à prendre sa retraite. Il examine le temps qu'un exploitant agricole pouvait rester à la tête de son exploitation et analyse les options qui lui étaient offertes pour se retirer, en fonction de sa situation familiale et patrimoniale : vente de la propriété à ses enfants ou à d'autres membres de sa famille, cession en échange de sa prise en charge... L'auteur considère aussi la capacité des femmes à hériter et à diriger une exploitation lorsqu'elles devenaient veuves.

Les femmes et leurs activités économiques sont aussi au cœur de la contribution de Marta Verginella. En s'appuyant sur les dossiers de succession de la région de Breg (habitée par des paysans slovènes), elle explore les différences existantes au XIX^e siècle, entre les hommes et les femmes dans la vie économique et la transmission des biens. On y découvre l'indépendance remarquable dont jouissaient les femmes pour entreprendre et disposer de leurs biens au début de la période étudiée : achat et vente de terres, prêts et emprunts d'argent... Vers la fin du XIX^e siècle, l'industrialisation et la pression exercée par l'Église imposent

un modèle où les femmes se consacrent davantage à leur foyer et à leurs enfants. Elles passent ainsi sous la dépendance de leurs maris, y compris dans des domaines où elles prenaient auparavant leurs propres décisions, notamment celui de la transmission de leurs biens.

Enfin, dans le dernier chapitre, Alice Velková examine à partir d'une importante base de données issue de registres de population, de cadastres et d'autres sources, l'impact du changement législatif intervenu en 1787 en Bohême, qui désigna le fils aîné comme héritier alors que jusque là c'était l'enfant le plus jeune qui reprenait l'exploitation familiale. L'auteure analyse les causes de ce changement qui, conjugué à l'allongement de l'espérance de vie, augmentait les chances pour le chef de famille de décider librement du moment où il allait céder la gestion de l'exploitation à son héritier. Plutôt que de travailler jusqu'à la fin de ses jours, il pouvait désormais profiter d'une retraite, souvent prise à l'occasion du mariage du fils aîné.

Il est indéniable que cet ouvrage contribue à l'enrichissement des connaissances sur les structures familiales et leurs spécificités. Cependant, son titre nous laissait espérer une véritable histoire comparative des familles et des ménages à l'échelle européenne, alors qu'il nous présente un ensemble de monographies souvent de grand intérêt certes, mais qui restent sur le plan local ou régional. De même, certains chapitres donnent l'impression que l'auteur était plus attentif aux familles elles-mêmes qu'aux contextes historiques dans lesquels elles s'étaient constituées. Or, l'analyse des structures et des comportements familiaux est intimement liée à ces contextes, qu'ils soient de nature législative, économique, sociale...

La véritable histoire des familles et des ménages européens, celle qui nous permettrait de dépasser les approches strictement disciplinaires ou locales et parvenir à une synthèse générale, que ce soit dans la perspective de Laslett ou une autre, reste toujours un défi à relever.

Claudia CONTENTE

DORON Claude-Olivier, 2016, *L'homme altéré : races et dégénérescence (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Champ Vallon, 592 p.

Depuis les années 2000 en France, la notion de « race » est de retour, sous une forme génétique et populationnelle. On peut s'interroger pourtant sur la réalité de sa prétendue disparition en biologie et en médecine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme il est devenu désormais banal de l'affirmer. Sa conceptualisation moderne ne serait-elle pas plutôt le fruit d'une série de transformations continues au sein du champ politique et scientifique ? C'est ce que suggère l'historien et philosophe des sciences Claude-Olivier Doron dans son ouvrage qui, quoique portant plus spécifiquement sur la période XVII^e-XIX^e siècles, nous invite à observer le présent avec les outils analytiques de l'historien. Cet ouvrage est d'abord une histoire de la notion de « race », qui ne se laisse pas enfermer dans la seule question du racisme. Il est ensuite une histoire des usages et des circulations de la « race » dans des champs discursifs multiples (récits nobiliaires, pastoraux, histoire naturelle, etc.). Dans l'esprit de l'auteur, *L'homme altéré* est en effet avant tout « une histoire épistémologique qui [prend] au sérieux le concept de race dans sa positivité ». La question qui l'anime est celle de comprendre comment la « race » a été peu à peu pensée dans un premier temps comme un objet de connaissance, et dans un deuxième temps comme un objet de pratiques de pouvoir, quoique ce dernier point soit largement délaissé par l'auteur. Il est enfin une histoire de la « race » pensée à travers la notion moins connue de dégénérescence ou dégénération, qui forme de fait la trame de l'ouvrage.

Montrer toute l'importance historique et théorique d'une telle conception est en effet l'objectif majeur de l'ouvrage. À rebours des conceptions du racisme comme altérité radicale, lesquelles suivent une logique anatomo-classificatoire, l'auteur met en avant un mode de raisonnement généalogique qui permet de fonder une autre histoire de la race, ancrée dans ce qu'il appelle un « universalisme différentialiste ». Le programme est ambitieux : il s'agit d'abord de démontrer que les contributeurs à la pensée du racisme ne sont pas ceux que l'on croit. Là où l'on insiste sur le polygénisme des théoriciens de la race, l'auteur montre au contraire que celle-ci trouve un lieu d'approfondissement chez les monogénistes. Là où l'on croit spécifier le racisme comme altérité radicale, l'auteur montre que la race a d'abord été pensée comme altération, c'est-à-dire déviation à partir d'une identité d'origine. Là où l'on pense le racisme comme produit d'une pensée de l'exclusion qui viendrait légitimer des relations de domination entre les races, l'auteur insiste au contraire sur la production des effets de domination légitime par un humanisme inclusif. Il s'agit deuxièmement de montrer qu'une conception biologisante de la race est en réalité tardive et que l'introduction de cette notion en histoire naturelle était loin d'être acquise. La dégénérescence – ou altération du même – est ici le mot-clé qui permet de saisir ces thèses contre-intuitives : c'est par un processus de transmission des altérations à travers les générations depuis une identité d'origine que l'on peut expliquer la diversité humaine. Ce

mode de réflexion généalogique était totalement étranger aux partisans du polygénisme qui concevaient les différences biologiques entre les « races » comme étant originelles et définitives.

L'ouvrage se présente en quatre grandes parties, suivies d'un épilogue substantiel. La première partie revient sur les premiers usages de la notion de race dans sa dimension généalogique. À partir d'une étude des récits nobiliaires, des récits pastoraux et des pratiques, l'auteur montre comment le mécanisme de la dégénérescence circule aux XVI^e et XVII^e siècles pour expliquer les écarts de conduite et d'espèce par rapport à une norme, celle de l'origine, tout en légitimant un mode de domination fondé sur l'argument du « soi dégénéré » incapable de se gouverner lui-même, le parangon étant ici le mode de domination coloniale.

Les deux parties suivantes répondent à une interrogation double : comment la notion de « race » est-elle devenue à partir du XVIII^e siècle tout autant un objet scientifique qu'un objet politique ? Le milieu des années 1750 constitue une véritable rupture dans l'histoire des notions de race et de dégénération. Le versant politique de la race prend plus particulièrement pour modèle l'agronomie et les pratiques d'élevage de la fin du XVII^e siècle : s'y développe une connaissance fine des caractères raciaux et des possibilités de perfectionnement par croisement des races. Au problème moral, lié au gouvernement de Dieu sur la Nature, se substitue un problème strictement naturel, lié au gouvernement des hommes, qui implique la connaissance des lois de la Nature en matière de transmission et de reproduction. Au normatif de l'origine a pu se substituer le normatif du type idéal, à l'aune duquel on pouvait juger de l'altération d'une espèce animale, puis de l'espèce humaine à partir du XVIII^e siècle. L'agronomie et les pratiques d'élevage fournissent un schéma de production de savoirs qui permettent d'associer un type idéal à ses conditions idéales de vie (climat, territoire) et, transposés à l'homme, d'expliquer par exemple le taux élevé de mortalité chez les colons. La dégénération ne décrit plus un processus d'altération par rapport à l'ascendance immédiate, mais un processus de déviation par rapport au type idéal de l'espèce, ouvrant la voie, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, à des pratiques gouvernementales de gestion des anormaux, de régénération et de perfectionnement de l'espèce humaine (croisement des races, préservation des races, etc.). C'est comme objet politique que la race se constitue ici.

Le versant scientifique de la notion de race est étudié dans la troisième partie de l'ouvrage. Une science des races se constitue au milieu du XVIII^e siècle à la faveur de l'introduction d'un raisonnement généalogique dans les sciences naturelles, au prix de multiples transformations conceptuelles. C'est dans les textes des naturalistes monogénistes que l'auteur puise ses arguments et trouve une véritable pensée de la hiérarchisation des races selon leur degré de développement et de dégénération. L'introduction d'un raisonnement généalogique, qui vient supplanter le raisonnement classificatoire qui dominait alors l'histoire naturelle, introduit dans cette dernière des concepts et des modes de raisonnement qui jusque là lui étaient totalement étrangers. Inversement, le point de vue propre à

l'histoire naturelle conduit à débarrasser le monogénisme de tout récit biblique ou métaphysique lié à l'origine de l'homme. La « race » et la « dégénération » deviennent des concepts scientifiques et forment ce que l'auteur nomme un « racisme de l'altération », qui est de deux sortes : le système type primitif-déviations qui pense l'écart d'un homme par rapport au type primitif et archétypique, en fonction de critères esthétiques ; le système développement-fixation qui hiérarchise les hommes en fonction de leur degré de perfectibilité et de leurs capacités d'adaptation. Dans ce dernier système vient se loger la notion politique de « civilisation » qui qualifie un « racisme de l'expansion » : l'espèce doit être éduquée. Le primitif n'est plus l'être idéal, mais un être brutal. À la classification de l'histoire naturelle vient donc se surajouter le principe du classement qui trouve son apogée au XIX^e siècle.

La quatrième et dernière partie porte sur les conditions épistémologiques qui rendent possible l'introduction des notions de race et de dégénération dans l'histoire naturelle. Deux questions sont posées : comment, en dépit de tous les obstacles épistémologiques, le mode de raisonnement généalogique s'est-il imposé en histoire naturelle ? Comment les notions de « race » et de « dégénération », d'abord constituées en objet de savoir par l'agronomie, ont-elles fini par pénétrer l'histoire naturelle ? Trois hypothèses sont proposées : il a fallu d'abord que le style classificatoire en histoire naturelle se subordonne au style généalogique. Il a fallu ensuite que les naturalistes estiment nécessaire l'introduction d'un niveau de classification, la race, qui soit intermédiaire entre l'espèce et la variété. Il a fallu enfin que soit contestée la théorie de la préformation qui voit dans la génération d'un être l'accomplissement d'une forme voulue par Dieu, théorie incompatible avec la possibilité de transmission des caractères impliquée par la notion de dégénération.

En étudiant la circulation des notions de race et de dégénération du XVII^e au XIX^e siècle dans des champs discursifs distincts, Claude-Olivier Doron met souvent l'accent sur les transformations conceptuelles subies par ces notions, faites de ruptures et de continuités. S'il se défend de faire de l'histoire des idées, il reste que les pratiques des acteurs ont été largement délaissées. De même, on comprend mieux certes comment la race a pu devenir un objet de connaissance, mais les conditions de son émergence comme « objet de pouvoir » sont moins claires. Elles sont présentées dans leurs conséquences logiques plutôt que dans leurs conséquences pratiques, apparaissant parfois quelque peu désincarnées. En outre, est-il si certain que l'objet politique « race » découle de sa conceptualisation scientifique ? Les usages ne peuvent-ils pas avoir précédé le concept ? Le sens de la relation est loin d'être évident et sans doute faudra-t-il aussi l'explorer.

Marine DHERMY-MAIRAL